

CAHIER DES CHARGES

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

GESTION ET EXPLOITATION DU MULTISERVICES-BAR-POINT CHAUD DE L'ANCIENNE GARE SNCF DE MERENS LES VALS



Dates et heures limites de réception des candidatures et des
offres :

| |
|---------------------------|
| 29 avril 2026 - 17 heures |
|---------------------------|

Sommaire

| | |
|---|----|
| Chapitre 1 PRESENTATION DE LA COMMUNE DE MERENS LES VALS..... | 3 |
| Chapitre 2 OBJET DE LA DELEGATION..... | 4 |
| Chapitre 3 DROITS ET OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE..... | 4 |
| Chapitre 4 REGIME DES BIENS..... | 8 |
| Chapitre 5 CONDITIONS FINANCIERES DE LA DELEGATION..... | 9 |
| Chapitre 6 DUREE DE LA DELEGATION..... | 12 |

ENTRE

La Commune de MERENS LES VALS, Hôtel de ville, 60 Rue de l'Ecole, 09110 MERENS LES VALS, Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jean-Pierre SICRE, dûment habilité par délibération n°..... en date du

Ci-après dénommé, la « Commune »,

D'une part

ET

...

Ci-après dénommé, le « Délégué »,

D'autre part

Chapitre 1 PRESENTATION DE LA COMMUNE DE MERENS LES VALS

La commune de Mérens-les-Vals compte environ 170 habitants. Elle est située sur le territoire de la Communauté de Communes de la Haute-Ariège, qui regroupe près de 7 200 habitants, dans le sud-est du département de l'Ariège, en région Occitanie, à proximité immédiate des frontières espagnole et andorrane.

Le territoire communal est traversé par la route nationale 20 (RN20), axe structurant permettant de rejoindre la principauté d'Andorre depuis Toulouse et Ax-les-Thermes. Cette situation géographique génère un trafic routier significatif, lié à la fois aux flux touristiques et aux déplacements de transit vers Andorre. Le village de Mérens-les-Vals se situe ainsi à environ une heure de route d'Andorre et deux heures de Toulouse.

Située au cœur des Pyrénées, la commune bénéficie d'un environnement propice aux activités de plein air. Son altitude varie suivant les endroits de 929 mètres à 2 840 mètres, ce qui en fait un point de départ privilégié pour de nombreuses randonnées pédestres et cyclotouristes. Mérens-les-Vals se situe notamment sur le tracé du sentier de grande randonnée GR10, itinéraire traversant les Pyrénées d'Est en Ouest, et constituant, à ce titre, un lieu de passage fréquenté par les randonneurs et les visiteurs.

La commune dispose également d'une gare ferroviaire qui permet de rejoindre Toulouse en environ 2h15 grâce à six liaisons ferroviaires quotidiennes.

Le Multiservices-bar-point chaud a déjà fait l'objet d'une précédente délégation de service public arrivée récemment à échéance. La commune souhaite aujourd'hui reconduire ce mode de gestion en y incorporant des points qui lui paraissent essentiels.

En effet, ce lieu a vocation à constituer un espace convivial et de sociabilité, contribuant à l'animation du village et à la qualité de vie des habitants. Il doit également répondre aux besoins des visiteurs,

randonneurs et usagers de passage, notamment ceux se dirigeant vers la principauté d'Andorre ou en revenant.

L'Ouvrage désigne l'ensemble des installations et infrastructures confiées au Déléataire.

Chapitre 2 OBJET DE LA DELEGATION

Article 1. Objet

La commune de MERENS LES VALS confie au Déléataire, dans le respect des dispositions du présent cahier des charges, la mission d'exploitation et de gestion du Multiservices-bar-point chaud de l'ancienne gare SNCF situé : 155 Rue de la Gare, 09110 Mérens-les-Vals.

Article 2. Nature du contrat

Dans les conditions définies par le présent Cahier des charges et ses Annexes, la Commune concède au Déléataire, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'Ouvrage, en ce compris son financement conformément aux articles L1411-1 et R1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Le Déléataire exploite l'Ouvrage à ses risques et périls conformément aux articles L1121-1 et L1121-3 du Code de la commande publique.

L'Ouvrage comprend le restaurant-bar-point chaud, l'épicerie et l'épicerie du camping ; le Déléataire s'oblige à assurer ces activités.

Les caractéristiques des lieux sont annexées au présent cahier des charges.

Chapitre 3 DROITS ET OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE

Article 3. Obligation de s'exécuter personnellement

Le Déléataire est tenu d'exécuter personnellement la Délégation.

Le Déléataire ne peut céder le contrat sans l'accord de la Commune.

Le Déléataire ne peut sous-traiter le contrat sans l'accord de la Commune.

Le Déléataire ne peut subdéléguer le contrat sans l'accord de la Commune.

Article 4. Licence IV

La Commune met à disposition du Déléataire la Licence IV dont elle est propriétaire.

Le Déléataire devra être titulaire de toutes les autorisations nécessaires à l'exploitation d'un débit de boissons (et notamment des obligations découlant de l'article L3332-1-1 du Code de la santé publique). Il fera son affaire de toutes les formalités liées à l'usage de la Licence IV.

Article 5. Conditions générales d'exploitation

La tenue et l'attitude du Déléataire (et de son personnel) doivent être irréprochables par la qualité d'accueil et des prestations proposées.

Au titre de ses obligations générales,

Le Délégataire est tenu :

- D'assurer la gestion technique, financière, administrative et commerciale du Multiservices-bar-point chaud ;
- D'accueillir les usagers sept jours sur sept en période estivale (du 1^{er} juillet au 31 août) et de proposer des horaires d'ouverture étendus et conformes aux besoins des usagers tout au long de l'année ;
- De contribuer au maintien du tissu social et économique en assurant à la population un lieu de vie agréable ;
- D'organiser et proposer des animations (musicales et/ou artistiques et autres) permanentes ou temporaires ainsi que des soirées jeux ;
- De mettre en œuvre toutes mesures d'information et de promotion nécessaires à la valorisation des activités organisées au sein de l'Ouvrage afin de développer sa fréquentation ;
- De proposer aux usagers des informations touristiques ;
- D'assurer la mise à disposition d'un accès au réseau Wi-Fi au bénéfice des usagers ;
- D'assurer la sécurité de l'Ouvrage conformément aux normes et à la réglementation en vigueur ;
- De respecter et appliquer les règles d'hygiène en vigueur ;
- D'assurer l'entretien des locaux, de la terrasse et de la devanture ;
- D'assurer la maintenance et le renouvellement des matériels affectés à l'exploitation du Multiservices-bar-point chaud ;
- De couvrir les risques d'exploitation ainsi que les risques liés à l'utilisation des biens immobiliers et mobiliers ;
- Il pourra faire toute proposition pour l'évolution et l'amélioration des activités qui lui sont déléguées ou pour la mise en place d'activités complémentaires. Les missions devront faire l'objet d'une autorisation préalable de la Commune, ne devront entraîner aucune charge financière pour celle-ci, ni mettre en cause la qualité et la continuité du service public.

Au titre de ses obligations spécifiques,

Concernant le restaurant,

Le délégataire devra :

- Proposer une carte adaptée aux spécialités locales dans la mesure du possible et adapter l'offre de restauration en fonction des saisons ;
- Le service devra se décomposer en un service de restauration classique, menu et/ou carte, et un service à toute heure de repas rapide (casse-croute, omelette, assiette de charcuterie ou salades etc.) ;
- Attirer et accueillir les usagers et visiteurs arrivant en train et en bus ;
- Proposer des repas à thèmes ou des animations (loto, belote, etc.)
- Développer une communication ciblée, notamment auprès du Club Alpin Français afin

d'accroître la fréquentation et éventuellement proposer un tarif adapté aux adhérents.

Concernant l'épicerie,

Le délégataire devra :

Pour les habitants : Assurer la sécurité alimentaire de proximité, maintenir le lien social et proposer des produits frais et de qualité sans avoir à redescendre dans la vallée.

Pour les randonneurs : Fournir le nécessaire pour l'itinérance (énergie, matériel de secours) et valoriser le terroir local.

Le délégataire devra à minima :

- Mettre en place un service de dépôt et de commande de pain et de viennoiseries avec différentes gammes (pain rustique pour les randonneurs...) ;
- Développer et promouvoir la vente de Produit du terroir et frais :
 - o La Crèmerie : Fromages locaux à la coupe, yaourts artisanaux...
 - o La Charcuterie.
 - o Fruits & Légumes.
 - o Boissons : Bières artisanales locales, jus de fruits régionaux.
- Proposer une offre d'épicerie sèche :
 - o Féculents : Pâtes (plusieurs formes), riz (long et rond), semoule, lentilles et haricots secs.
 - o Huile de tournesol et d'olive, vinaigre, sel fin et gros sel, poivre, sucre, farine.
 - o Petit-déjeuner : Café (moulu et grains), thé, chocolat en poudre, confitures et miel de montagne locales, lait.
 - o Conserves de secours : Tomates pelées, thon, sardines, légumes de base (petits pois, haricots verts).
- Proposer des produits d'Hygiène et d'entretien :
 - o Corps : Savon solide (plus écologique), shampoing, dentifrice, brosses à dents, protections hygiéniques.
 - o Maison : Papier toilette (vendus à l'unité et en pack), essuie-tout, liquide vaisselle, lessive liquide ou en poudre, éponge, vinaigre blanc (multi-usage).
- Développer une offre spécifique randonneur et ravitaillement des itinérants sur le GR 10 et GR 107 :
 - o Nutrition de l'effort : Barres énergétiques, pâtes de fruits, mélanges de noix et fruits secs (proposer en vrac pour limiter les déchets), chocolat noir et tablettes énergisantes.
 - o Repas de bivouac : Plats lyophilisés (poids plume), semoule fine, soupes en sachet, conserves légères (thon, sardines) ou sachets souples de légumineuses.
 - o Santé et Hydratation : Pansements "double peau" (type Compeed), désinfectant, couverture de survie, crème solaire, stick à lèvres. Pastilles de purification d'eau (type Micropur).
 - o Matériel technique et dépannage : Cartouches de gaz (Vissant/Primus et à

percer/Campingaz), piles (AA/AAA), briquets. Duct tape (adhésif puissant), cordelette, lacets de rechange.

o Cartes IGN locales, Topo guides.

o Logistique Montagne :

- Point d'eau pour remplir les gourdes.
- Consigne à sacs à dos : Pour permettre aux randonneurs de visiter le village ou déjeuner sans leur chargement.

- Assurer un lien avec la population locale, notamment par l'organisation de livraisons à domicile au bénéfice des personnes âgées et/ou isolées ;

- Assurer la continuité du ravitaillement des habitants en cas de crise, de rupture des axes de communication ou de déclenchement du Plan Communal de Sauvegarde (PCS).

- Assurer l'affichage des horaires d'ouverture de l'épicerie de camping.

Concernant la gestion de l'épicerie du camping communal - ouverte seulement durant la période estivale,

- Les exigences pour les produits seront identiques à ceux de l'épicerie ;
- Le Délégué assurera la fourniture et la gestion des stocks du 1^{er} juillet au 31 août ;
- La Commune conservera la gestion (recrutement, planning, modalités d'ouverture et horaires) ainsi que la charge du personnel saisonnier ;
- Le Délégué communiquera à la Commune le chiffre d'affaire afférent à l'épicerie de camping de façon mensuelle sur la période d'ouverture de celui-ci.

Article 6. Horaires d'ouverture et périodes de fermeture des structures

6.1. Période générale d'ouverture

Le Délégué assure l'ouverture et l'exploitation du Multiservices – bar – point chaud dans des conditions compatibles avec les besoins de la population locale, des usagers du camping communal et des visiteurs de la commune.

L'offre présentera une proposition de grille d'horaires d'ouverture hebdomadaire pour la saison estivale et une proposition de grille d'horaires d'ouverture pour la saison non-estivale.

Les services proposés devront être nettement détaillés pour chacune des grilles (cf. Annexe n°3).

Ces grilles feront partie des critères de sélection des offres et seront contractualisées à la signature de la convention.

Les horaires d'ouverture et les périodes de fermeture proposés dans l'offre et retenus dans le cadre du contrat ne pourront être modifiés sans l'accord préalable de l'autorité délégante.

6.2. Période d'ouverture du restaurant

Le restaurant devra être ouvert au minimum le week-end hors-saison touristiques et tous les jours du 1^{er} juillet au 31 août ainsi que durant les week-ends de juin et de septembre.

6.3. Congés et jours de fermeture

Les congés et jours de fermeture sont à déterminer en accord avec le maire.

Le Délégataire précisera dans son offre les périodes de congés envisagées ainsi que les modalités d'information du public.

Le Délégataire demeure toutefois libre de proposer, dans son offre, toute organisation ou adaptation de nature à améliorer la qualité du service rendu aux usagers et à renforcer l'attractivité du service sur le territoire communal.

6.4. Période estivale

Une attention particulière devra être portée à la période estivale, durant laquelle la fréquentation de la commune et du camping est susceptible d'augmenter. Le Délégataire précisera, dans son mémoire technique, l'organisation envisagée pour répondre à cette fréquentation accrue.

Chapitre 4 REGIME DES BIENS

Article 7. Description des locaux, matériels et mobiliers mis à disposition

L'Ouvrage objet de la Délégation, situé au 155 Rue de la Gare à Mérens les Vals, est mis à disposition du Délégataire par la Commune pendant la durée du Contrat.

Le bâtiment est remis libre de toute occupation.

Sont annexés au présent contrat un plan de l'immeuble bâti (cf. Annexe n°1), ainsi qu'un document comprenant la liste des installations présentes au jour de la remise de l'Ouvrage au Délégataire (cf. Annexe n°2).

Un état des lieux des biens immeubles visés au premier alinéa et un inventaire des biens meubles seront toutefois établis contradictoirement au moment de la prise d'effet du contrat.

L'Ouvrage est entretenu en bon état de fonctionnement et de propreté par le Délégataire de façon à toujours convenir aux usages auxquels il est destiné et à ne pas entraîner d'insuffisance ou d'interruption dans l'exploitation de l'Ouvrage.

L'Ouvrage est entretenu en bon état de fonctionnement et d'aspect, et réparé par le Délégataire, à ses frais.

Le Délégataire s'oblige à réparer dans les plus brefs délais toute détérioration à compter de la découverte du défaut.

Les travaux de gros entretien et de renouvellement de l'Ouvrage correspondant à la réfection de toiture ou les travaux structurels du bâtiment sont à la charge de la Commune conformément à l'article 606 du Code civil à l'exclusion expresse de celles consécutives à un manquement du Délégataire à ses obligations d'entretien.

Article 8. Responsabilité et assurances

Le Délégataire est responsable de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de la réalisation de l'objet du présent contrat.

Le Délégataire sera seul responsable vis-à-vis des tiers de tous les accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront ces différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

L'Ouvrage devra être garanti par le Délégataire contre les dommages causés par l'incendie, le dégât des eaux, les explosions et autres dégâts pouvant trouver leur cause dans l'Ouvrage, à charge pour les compagnies d'assurances de se retourner contre les tiers qui seraient éventuellement à l'origine du sinistre.

Le Délégataire est tenu de s'assurer auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour couvrir les responsabilités et dommages subis par l'Ouvrage.

Il est convenu dès à présent que les compagnies d'assurance auront communication des termes spécifiques du présent Contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

Le Délégataire devra transmettre à la Commune les copies des diverses attestations d'assurance lors de l'entrée dans les lieux et ensuite, annuellement, avant l'échéance des garanties stipulées par les attestations d'assurance précédentes.

La Commune ne saurait être tenue pour responsable des dommages résultant de la gestion et de l'exploitation de l'Ouvrage par le Délégataire, ni des litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exécution du présent Contrat.

Article 9. Dépôt de garantie

Aux fins de garantir la bonne exécution de ses obligations, le Délégataire devra s'acquitter d'un dépôt de garantie égal à 600 euros (six cents euros - correspondant à un an de redevance pour le Multiservices-bar-point chaud) lors de son entrée en jouissance de l'Ouvrage mis à sa disposition.

La Commune accepte le paiement fractionné moyennant la remise simultanée de deux chèques qui seront encaissés sur deux mois.

Chapitre 5 CONDITIONS FINANCIERES DE LA DELEGATION

Article 10. Rémunération du Délégataire

Le Délégataire exploite et gère l'Ouvrage à ses risques en contrepartie du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat de délégation.

Le Délégataire perçoit directement auprès des usagers l'ensemble des recettes issues de l'exploitation des services délégués et ce, dans le respect du principe général d'égalité des usagers.

Les ressources tirées de l'exploitation de l'Ouvrage et de l'ensemble des équipements et installations qui le composent, sont réputées permettre au Délégataire d'assurer l'équilibre financier de la Délégation pendant la durée de celle-ci.

Article 11. Redevances

Pour la durée du contrat et en contrepartie de l'occupation du domaine public du fait de la mise à disposition de l'Ouvrage, le Délégataire versera à la Commune des redevances annuelles, dans l'ordre suivant :

- une redevance fixe d'un montant total de 600.00 € (six cent euros) versée mensuellement à hauteur de 50 euros (cinquante euros) et dont le montant variera en fonction de l'indice de

révision annuel des loyers.

L'indice de référence des loyers (IRL) servira à la révision des loyers. Le loyer sera donc révisé le 1^{er} janvier de chaque année selon la formule :

$$R = R_0 \times (IRL_n / IRL_0)$$

R = montant révisé de la redevance ;

R₀ = montant initial de la redevance (600 €) ;

IRL_n = dernier indice de référence des loyers publié à la date de révision ;

IRL₀ = indice de référence des loyers du quatrième trimestre de l'année précédant la signature du Contrat.

— une redevance égale à ... % du chiffre d'affaires HT.

La redevance sera versée, par tout moyen, chaque année au plus tard le 1^{er} avril de l'année suivante. Pour l'année en cours, elle sera calculée sur le chiffre d'affaire généré par l'activité entre la date de conclusion du Contrat et le 31 décembre 2026.

Article 12. Charge diverses - Statut du personnel

12.1. Charges diverses :

- Le Délégué prend à sa charge, à compter de la prise d'effet de la délégation, l'ensemble des frais liés aux abonnements nécessaires à l'exploitation du service (eau, gaz, électricité, téléphone, internet, Wi-Fi...), ainsi que le coût des consommations correspondantes et les taxes associées.
- Un compteur d'eau sera installé par la Commune. Les consommations restent à la charge du Délégué.
- Le Délégué supporte également les frais liés à l'assainissement et à l'élimination des déchets nécessaires au fonctionnement du Multiservices.
- Il assure, à ses frais, le nettoyage et l'entretien annuel du dispositif de ventilation et de désenfumage de la cuisine par une entreprise spécialisée. Une attestation sera remise à la Commune chaque année.
- Plus généralement, le Délégué assure, à ses frais et sous sa responsabilité, le respect de l'ensemble des obligations réglementaires, techniques, sanitaires et de sécurité liées à l'exploitation du Multiservices.
- Enfin, le Délégué supporte les taxes et impôts liés à cette exploitation.
- Par exception, la Commune conserve à sa charge l'entretien et la réparation des équipements du système de sécurité incendie, dans le cadre de son marché à bon de commande.

12.2. Statut du personnel :

Le Délégué recrute et affecte au fonctionnement de la Délégation le personnel en nombre et en qualification qui lui est nécessaire pour remplir sa mission. Ce personnel sera sous statut de droit privé.

Le Délégué communique l'organigramme au Délégué.

Les agents employés par le Déléataire sont placés sous le régime de la convention collective applicable. La convention collective applicable au personnel est communiquée au Délégant.

En application des articles L1214-1 et suivants du Code du travail, le Déléataire reprendra les contrats de travail en cours au moment de la signature du contrat de délégation.

Article 13. Droit de contrôle

La Commune dispose d'un droit de contrôle sur l'exécution technique et financière du présent Contrat par le Déléataire ainsi que sur la qualité du service rendu aux usagers.

Ce contrôle comprend notamment :

- un droit d'information sur l'exploitation de l'Ouvrage ;
- le pouvoir de prendre toutes les mesures prévues par le présent Contrat lorsque le Déléataire ne se conforme pas aux obligations stipulées à sa charge.

Article 14. Rapport annuel

Afin de permettre à la Commune de vérifier le respect des conditions techniques et financières du présent contrat, le Déléataire transmet chaque année, avant le 1^{er} juin, un rapport annuel, conformément aux dispositions des articles L1411-3 et R1411-7 du Code général des collectivités territoriales.

Ce rapport comprend notamment :

- 1. un compte rendu financier** présentant, à la Commune, la situation économique de l'exploitation, incluant les principales recettes et dépenses liées au service.
- 2. un compte rendu technique** décrivant les conditions d'exploitation du service, notamment les opérations d'entretien et de maintenance, les éventuels dysfonctionnements et, plus généralement, tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu.
- 3. une annexe relative au personnel** précisant les emplois et postes mobilisés pour l'exploitation de l'Ouvrage, ainsi que leur évolution, les éventuels accidents du travail et les observations de l'inspection du travail en matière de sécurité.
- 4. tout élément d'informations permettant d'apprécier les conditions d'exécution du service public** à savoir notamment :
 - la fréquentation détaillée pour la période estivale et hors saison pour le restaurant, l'épicerie et l'épicerie de camping ;
 - le nombre de soirées à thèmes organisées ;
 - toute autre élément d'information pertinent relatif à l'exploitation.

Article 15. Pénalités et résiliation pour faute

15.1 En cas de non-respect des obligations mises à la charge du Déléataire au titre de l'exploitation de l'Ouvrage, la Commune peut, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de 8 (huit) jours, appliquer une pénalité de 50 (cinquante) euros par jour de retard jusqu'à la régularisation de la situation.

15.2 En cas de non production du rapport annuel ou de sa production manifestement incomplète, le Délégué se verra infliger une pénalité de 50 (cinquante) euros hors taxes par semaine de retard.

15.3 La Commune pourra, en cas de manquement grave ou répété du Délégué à ses obligations et après mise en demeure faisant précisément état des manquements non suivie d'effets dans un délai d'un mois, prononcer elle-même la déchéance du Délégué par délibération du conseil municipal et sans qu'il soit nécessaire de saisir le juge du contrat.

La sanction résolutoire n'ouvre droit, au profit du Délégué, à aucune indemnité.

Chapitre 6 DUREE DE LA DELEGATION

Article 16. Durée du contrat

Le présent Contrat est conclu pour une durée de 3 ans à compter de sa signature, avec possibilité de reconduction de 1 an par décision du maire après un vote du Conseil Municipal.

La date de prise d'effet du présent Contrat est fixée au 1^{er} juillet 2026.

Il est précisé qu'aucun droit de préférence ne saurait être accordé au Délégué dans le cadre d'un nouveau contrat.

Article 17. Résiliation pour motif d'intérêt général, de force majeure ou d'imprévision

17.1 La Commune peut résilier unilatéralement le Contrat pour motif d'intérêt général.

Elle fait connaître son intention au Délégué 3 mois au moins avant la date d'effet de la mesure de résiliation.

Le Délégué a droit à une indemnité de résiliation. Le montant de celle-ci est de 5% des bénéfices escomptés jusqu'au terme du Contrat. Si les parties ne s'accordent pas sur le montant du bénéfice escompté, celui-ci sera calculé à dire d'expert.

17.2 En cas de survenance d'un événement de force majeure ou d'un événement présentant les caractéristiques de l'imprévision et entraînant un bouleversement de l'économie du Contrat, le Délégué doit en avertir immédiatement la Commune en indiquant sa cause, sa durée possible et les conséquences immédiates attendues.

Le Délégué prend toutes les mesures nécessaires pour en limiter les effets et reprend ses obligations dans les meilleurs délais.

En cas de force majeure ou d'imprévision, rendant impossible l'exécution du présent Contrat pendant un délai de 3 (trois) mois, la résiliation peut être prononcée par la Commune.

Le Délégué n'obtiendra aucune indemnité de la part de la Commune, il lui revient de couvrir ce risque au titre de son assurance.

Article 18. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à privilégier, en toute bonne foi, un règlement amiable de tout différend relatif à l'interprétation, l'exécution ou la validité du présent Contrat.

À défaut d'accord amiable dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la notification écrite du différend par l'une des Parties, tout litige sera soumis au Tribunal administratif de Toulouse, qui sera seul compétent.

Article 19. Signatures

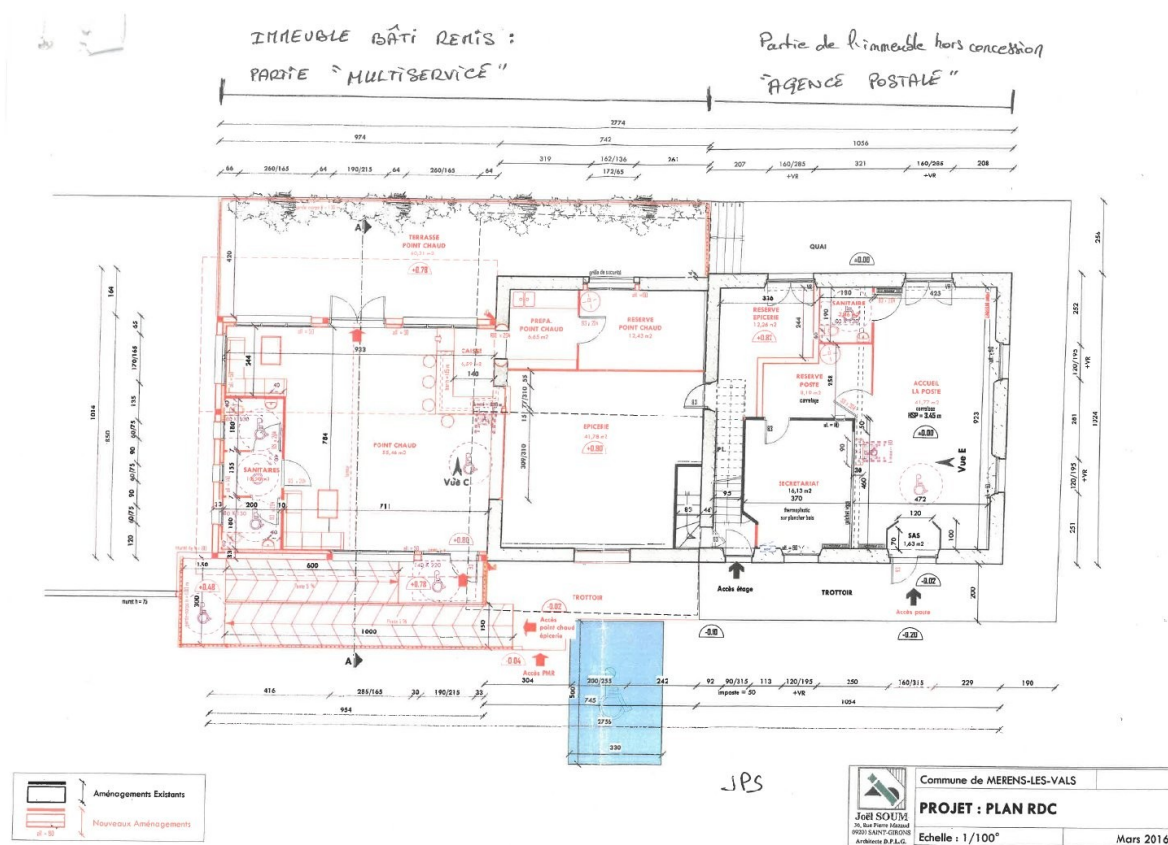
Fait en 2 exemplaires originaux, dont un conservé par chacune des Parties, à Mérens les Vals Le

| Pour la Commune | Pour le Délégué |
|-----------------|-----------------|
| | |

Article 20. Annexes

1. Plan des locaux ;
2. Inventaire des biens mis à disposition ;
3. Grilles des horaires en saison et hors saison ;
4. Compte prévisionnel de résultat ;

Annexe 1 : Plan des locaux



Annexe 2 : Inventaire des biens mis à disposition

- Installation d'un chauffe eau 08/02/2024
- Vitrine murale avec porte battante 27/04/2024
- Installation d'une cuisine professionnelle avec laverie cuisine pour locaux ERP comprenant un four, un plan de cuisson, une friteuse, une armoire réfrigérée et une partie plonge et rangement 22/01/2020
- Habillage cuisine en revêtement alimentaire 04/02/2020
- Installation d'une fourniture gaz pour la cuisine 04/02/2020
- Installation d'une hotte d'extraction pour cuisine professionnelle 26/02/2020
- Installation d'une chambre froide 12/03/2020
- 2 plaques à rôtir en inox 15/06/2020

Bien de retour :

- Un four à micro-ondes acheté le 18/03/2023
- 3 tables à manger carrée pour une à deux personnes achetées le 30/11/2024
- 8 chaises de salle à manger achetées le 16/11/2024
- 12 carafes de 0,25 litres

- un presse agrumes électrique acheté le 4 janvier 2023
- une table d'appoint achetée le 31 janvier 2023
- 2 étagères murales achetées le 17/11/2023
- 3 étagères XL de 5 niveaux achetées le 30/10/2024
- un meuble de rangement/commode avec deux portes coulissantes acheté le 2/11/2024
- 2 étagères XL de 5 niveaux achetées le 01/11/2024
- un chariot de service/cuisine roulant acheté le 22/11/2024

Annexe 3 : Grilles des horaires en période estivale (du 1^{er} juillet au 31 août).

Restaurant / Bar-point chaud :

| Jour | Matin (horaires) | Après-midi / Soir (horaires) | Observations (fermeture, adaptation saisonnière, etc.) |
|----------|---------------------|---------------------------------|---|
| Lundi | | | |
| Mardi | | | |
| Mercredi | | | |
| Jeudi | | | |
| Vendredi | | | |
| Samedi | | | |
| Dimanche | | | |

Epicerie :

| Jour | Service midi (horaires) | Service soir (horaires) | Observations (fermeture hebdomadaire, soirées, événements, etc.) |
|----------|----------------------------|----------------------------|---|
| Lundi | | | |
| Mardi | | | |
| Mercredi | | | |
| Jeudi | | | |
| Vendredi | | | |
| Samedi | | | |
| Dimanche | | | |

Epicerie de camping :

| Jour | Matin (heures) | Après-midi / Soir (heures) | Observations (période d'ouverture du camping, saisonnalité, etc.) |
|----------|-------------------|-------------------------------|--|
| Lundi | | | |
| Mardi | | | |
| Mercredi | | | |
| Jeudi | | | |
| Vendredi | | | |
| Samedi | | | |
| Dimanche | | | |

Grilles des horaires en période non estivale.

Restaurant / Bar-point chaud Epicerie :

| Jour | Matin (heures) | Après-midi / Soir (heures) | Observations (fermeture, adaptation saisonnalière, etc.) |
|----------|-------------------|-------------------------------|---|
| Lundi | | | |
| Mardi | | | |
| Mercredi | | | |
| Jeudi | | | |
| Vendredi | | | |
| Samedi | | | |
| Dimanche | | | |

Epicerie :

| Jour | Service midi (heures) | Service soir (heures) | Observations (fermeture hebdomadaire, soirées, événements, etc.) |
|----------|--------------------------|--------------------------|---|
| Lundi | | | |
| Mardi | | | |
| Mercredi | | | |
| Jeudi | | | |
| Vendredi | | | |
| Samedi | | | |
| Dimanche | | | |

Annexe 4 : Compte prévisionnel de résultat

| COMPTE DE RÉSULTAT PREVISIONNEL | ANNEE 1 | ANNEE 2 | ANNEE 3 |
|---|---------|---------|---------|
| Total des produits d'exploitation | | | |
| Produit des activités du restaurant | | | |
| Autre produit d'exploitation - boissons | | | |
| Total des charges d'exploitation | | | |
| Achats | | | |
| Achat de marchandises | | | |
| Variation des stocks | | | |
| Fourniture d'entretien et de petit équipement | | | |
| Fournitures administratives | | | |
| Travaux | | | |
| Fourniture et service extérieur | | | |
| Autres charges externes | | | |
| Redevance | | | |
| Charges locatives | | | |
| Assurances | | | |
| Documentation | | | |
| Location de matériel et de mobiliers | | | |
| Autres services extérieurs | | | |
| Rémunération d'intermédiaires et honoraires | | | |
| Déplacements | | | |
| Frais postaux et de télécommunications | | | |
| Commissions bancaires | | | |
| Impôts et taxes | | | |
| Charges de personnel | | | |
| Salaires | | | |
| Cotisations de l'exploitant retraite | | | |
| Autres charges de gestion | | | |
| Frais divers de gestion | | | |
| Frais financier | | | |
| Autres charges | | | |
| RÉSULTAT DE L'EXPLOITATION | | | |
| Produit financier | | | |
| Charges financières | | | |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS | | | |
| Produits exceptionnels | | | |
| Charges exceptionnelles | | | |
| RESULTAT NET | | | |